

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 25 juin 2018

3^e édition de la publication « Territoires urbains - Portrait financier »

France urbaine et La Banque Postale Collectivités Locales dévoileront le 26 juin, lors des 2^e Rencontres des finances publiques de France urbaine, la 3^e édition de « *Territoires urbains - Portrait financier* ».

Dans la continuité des deux précédentes, cette étude dresse un état des lieux financier des grands groupements à fiscalité propre et de leurs communes membres **en vision consolidée**.

5 nouvelles communautés d'agglomération ayant intégré le club des plus de 150 000 habitants en 2017, le périmètre de l'étude couvre désormais **80 territoires urbains métropolitains** (contre 75 dans la 2^e édition), soit 14 métropoles, les 11 établissements publics territoriaux (EPT) de la Métropole du Grand Paris (MGP) et la ville de Paris, 15 communautés urbaines et 39 communautés d'agglomération.

À travers l'analyse des **2 937 budgets principaux** et **3 123 budgets annexes**, un panorama complet des interventions communales et intercommunales est dressé, mettant en évidence l'importance des engagements publics locaux de ces territoires qui rassemblent **46 % de la population nationale**.

Enfin, cette 3^e édition est enrichie de **données originales sur le logement social** grâce au concours de la Direction des études économiques et financières de l'Union sociale pour l'Habitat (USH).

En 2017, le montant total des interventions dans les 80 territoires urbains étudiés s'élève à près de 74 milliards d'euros (soit 2 490 euros par habitant). Si, en moyenne, les groupements (hors MGP et Paris) réalisent 36 % de ces dépenses, cette part atteint désormais 50 % dans les métropoles.

Un tiers de ce budget (2 382 euros par habitant) **est porté par les 25 territoires franciliens**, en progression globale de 2,1 % depuis 2016, les dépenses d'équipement s'accroissant à elles seules de 9,3 %. Ces interventions sont réalisées, en moyenne (hors MGP et Paris), à 77 % par les communes, mais les situations territoriales se révèlent contrastées avec une part du groupement qui varie de 9 à 38 %.

76 % des dépenses des 80 territoires sont consacrés au fonctionnement (1 909 euros par habitant), avec 46 % de charges de personnel. L'intégration de nouveaux territoires et l'élargissement important de nombreux périmètres parmi les 55 étudiés hors Île-de-France, génèrent une augmentation des dépenses de fonctionnement de 6,5 %. On observe en revanche que dans les 25 territoires franciliens (périmètre stable depuis 2016), ces dépenses ne progressent que de 1,7 % dans un contexte d'évolution démographique de + 0,5 %.

Les recettes de fonctionnement perçues par les 80 territoires s'élèvent à 68,4 milliards d'euros (2 308 euros par habitant) et affichent une bonne dynamique d'ensemble en progressant de 7,8 %, à rapprocher d'une croissance démographique de 6 %. Presque 30 milliards proviennent des impôts directs à pouvoir de taux, parmi lesquels **la taxe d'habitation : première recette fiscale des territoires urbains**, elle représente 11,5 milliards d'euros en 2017.

Dans les 80 territoires étudiés, les dépenses d'investissement s'élèvent à 17,2 milliards : 580 euros par habitant en 2017 contre 516 en 2016, **soit une hausse de 12,4 %** (et + 14,3 % pour les seules dépenses d'équipement).

Dans les 25 territoires franciliens, environ 60 % des nouvelles dépenses de 2017 portent sur l'investissement, soit un montant de 5,4 milliards d'euros

Si l'élargissement du périmètre de l'étude rend peu pertinentes les comparaisons concernant les 55 territoires hors Île-de-France, il est toutefois intéressant d'observer que la progression des dépenses totales entre 2016 et 2017 est liée pour 43 % à celle de **l'investissement dont la reprise est significative dans tous les territoires.**

Fait notable, pour la deuxième année consécutive, **les dépenses d'investissement réalisées par l'ensemble des 80 territoires sont intégralement financées par les ressources propres.**

L'encours de dette, quasi stable, s'élève à 1 950 euros par habitant ; il représente 7 années d'épargne brute (nette des cessions de patrimoine).

L'étude révèle également que les territoires urbains concentrent **63 % du parc social français.** La part de locataires sociaux y est donc particulièrement importante : 21,7 % contre 15,9 % sur l'ensemble du territoire français.

A propos de France urbaine (www.franceurbaine.org)

France urbaine, née de la fusion de l'Association des Maires de Grandes Villes de France et de l'Association des Communautés Urbaines et Métropoles de France, représente les enjeux des métropoles, des grandes communautés et des villes centres ou périphériques.

Elle compte, 103 membres de toutes tendances politiques confondues, représentant près de 36,5 millions d'habitants.

France urbaine a pour objectif de promouvoir un fait urbain, au service de l'ensemble du territoire, basé sur des responsabilités assumées avec une autonomie renforcée. Elle le fait dans un dialogue renouvelé avec l'Etat et les représentants des collectivités locales.

En développant des services auprès de ses membres afin de mieux répondre aux enjeux auxquels ils sont confrontés, elle apporte une réflexion nouvelle dans les débats locaux, nationaux, européens et internationaux.

A propos de La Banque Postale (www.labanquepostale.fr)

La Banque Postale, filiale du groupe La Poste est présente sur les marchés de la banque de détail, de l'assurance et de la gestion d'actifs. Banque et citoyenne, elle accompagne ses clients dans une relation bancaire durable avec une gamme complète de produits et services accessibles, à un tarif raisonnable. Banque de proximité et de service public, La Banque Postale répond aux besoins de tous : particuliers, entreprises, professionnels et secteur public local. Elle est au service de ses clients à travers le réseau des bureaux de poste, sur Internet et par téléphone dans une relation totalement multicanale.

La Banque Postale, c'est :

- 5, 687 milliards d'euros de PNB
- 10,5 millions de clients actifs
- près de 400 000 clients Entreprises, Professionnels, Collectivités et Associations
- 8,1 millions de cartes bancaires

Chiffres à fin 2017

CONTACTS PRESSE :

France urbaine

Jilliane Pollak
06 40 86 45 38
j.pollak@franceurbaine.org

Olivia Penichou (O2P)
06 07 08 91 47
o.penichou@o2p-conseil.com

La Banque Postale

Victor Labrusse
01.55.44.22.42
victor.labrusse@laposte.fr

Florian Pontarollo
01.55.44.22.38
florian.pontarollo@laposte.fr